

Éditorial Les paysans à la barre !

Denis Pesche
Secrétaire exécutif
d'Inter-Réseaux (France)

Freddy Destrait
Secrétaire général
de SOS Faim

C'est l'uniformité des politiques de libéralisation et le désengagement des États qui ont contribué à la maturation des revendications des OP. Là où, hier encore, le paysan s'intéressait à son terroir, ses revendications portent aujourd'hui sur des aspects globaux (commerce agricole, nécessité de protection). Dans ce contexte international, il plaide pour la défense de l'agriculture familiale, une notion de l'agriculture centrée sur la famille, l'alimentation des ménages et le respect de l'environnement. Le vent d'ouverture libérale oblige certaines OP à faire le « grand écart ». Avec la globalisation, les leviers à manier pour résoudre leurs problèmes fondamentaux sont en effet de moins en moins accessibles...

Par ailleurs, les entreprises privées accroissent leur influence sur l'économie agricole (les firmes, pour le commerce international, la grande distribution, pour les agriculteurs au Nord), plaçant brutalement les agriculteurs devant l'obligation de négocier avec ces acteurs puissants. Dans ces nouvelles configurations et particulièrement dans les pays du Sud, un grand absent : l'État ! Les administrations nationales représentent les intérêts de leurs citoyens dans les négociations internationales alors que leurs marges de manœuvre sont de plus en plus réduites dans leur propre pays. Malgré les discours, l'agriculture est rarement une priorité.

Que reste-t-il aux OP des pays du Sud ? Ont-elles les moyens d'apporter des réponses aux multiples problèmes que leur posent leurs membres, de faire pression sur leurs États et de faire entendre leurs voix au niveau national et international ? Beaucoup d'OP demandent que « l'agriculture sorte de l'OMC », mais que peuvent-elles faire quand la puissante Union européenne a précisément choisi de s'engager dans la voie contraire ?

La mode est au dialogue, au partenariat. On dit aux OP qu'elles doivent construire des partenariats avec tous (administration, recherche, secteur privé) et que ces « bons partenariats » feront de telle sorte que les marchés résolvent tous leurs problèmes... N'est-il pas temps de changer de registre, de passer de la lutte contre la pauvreté à la lutte contre les causes de l'appauvrissement ? Personne n'a, évidemment, de solution miracle ! Mais si, au moins, on s'attaquait aux vrais problèmes. L'un des plus graves et des plus urgents à résoudre étant le dumping des produits agricoles du Nord sur les marchés du Sud et son corollaire : l'absence d'accès du paysan du Sud à son propre marché.

Est-il sérieux de penser que les marchés seuls pourront apporter le bien-être à tous et préserver les ressources naturelles pour les générations futures ? Les agriculteurs du monde entier n'ont plus la possibilité de choisir le type de monde rural qu'ils veulent pour leurs enfants. Certains voient des solutions dans le développement des villes, censées accroître le pouvoir d'achat et créer des débouchés pour les produits agricoles locaux. En attendant, les villes se développent effectivement, mais le pouvoir d'achat ne suit pas, sans parler des produits alimentaires des pays du Nord, bradés sur les marchés mondiaux, qui s'échouent dans les ports d'Afrique.

Pour affronter tous ces défis sans être instrumentalisées par les acteurs de la coopération internationale et le chant des « sirènes » marchandes, les OP cherchent à affirmer leur identité, à définir leurs priorités : saurons-nous les entendre ?